



OFII

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

Commun à tous les lots

Marché n°23 227-00

**Marché de travaux d'aménagement de bureau du service médical de
la direction territoriale de l'OFII, sise 2 rue Moncey - 69003 Lyon**

Maître d'ouvrage

Office Français de l'Immigration et de l'Intégration

Mr Abdel Bouslah

Direction des Affaires Immobilières et de la Logistique

44, rue Bargue

75735 PARIS Cedex 15

Maître d'œuvre

TERTIAM Architecture

3, rue de Gramont

75002 PARIS

Bureau d'études techniques

VIVIEN

97 avenue Edmond Rostand

33700 MERIGNAC

ITAC – BET ACOUSTIQUE

5, rue Menou

44000 NANTES

BET STRUCTURE

INGENIERIE STRUCTURE

12 rue Léon Fouré

28300 MAINVILLIERS

Coordination SPS

EXPER-TEAM

48 allée de Gagny

93340 LE RAINCY

ALPES CONTROLES-Contrôleur

17 avenue Condorcet

69100 VILLEURBANNE

Sommaire

ARTICLE 1. OBJET ET FORME DU MARCHÉ	5
1.1 Présentation du site et de l'opération	5
1.2. Objet de la consultation et allotissement	5
1.3. Durée du marché.....	5
1.4. Délai d'exécution des prestations	5
1.5 Forme du marché	6
ARTICLE 2. MAITRISE ET CONTROLE DU MARCHÉ, COTRAITANCE ET SOUS- TRAITANCE	6
2.1. Représentation du maitre d'ouvrage	6
2.2 Conduite d'opération	6
2.3. Maîtrise d'œuvre	6
2.4. Coordination Sécurité et protection de la santé	7
2.5. Contrôle technique.....	7
2.6. - Cotraitance	7
2.7. - Sous-traitance	8
ARTICLE 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS	8
ARTICLE 4. PRIX, REGLEMENT ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES	8
4.1 Répartition des paiements	8
4.2. Répartition des dépenses communes de chantier	8
4.3. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes	9
4.3.1. Modalités d'établissement des prix	9
4.3.2. Caractéristiques des prix pratiqués	9
4.3.3. Modalités de règlement des comptes.....	9
4.3.4. Établissement des décomptes.....	9
4.3.5 - Approvisionnements	10
4.4. Variation dans les prix	10
4.4.1. Type de variation des prix	10
4.4.2. Mois d'établissement des prix du marché	10
4.4.3. Choix de l'index de référence.....	10
4.4.4. Modalités d'actualisation des prix	10
4.4.5. Application de la taxe sur la valeur ajoutée	10
4.5. Délai global de paiement.....	11

4.6. Paiement des cotraitants et des sous-traitants	11
4.6.1. Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	11
4.6.2. Modalités de paiement direct	11
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	12
5.1. Retenue de garantie	12
5.2. Avance	13
ARTICLE 6. IMPLANTATION DES OUVRAGES ET CONTRAINTES	13
ARTICLE 7. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	13
7.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	13
7.2. Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail.....	13
7.3. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	14
7.4. Garde du chantier en cas de défaillance du titulaire	14
7.5. Conditions sociales ou environnementales.....	14
7.6. Confidentialité et sécurité.....	14
7.7. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail	15
7.8 - Variation du montant des travaux	15
7.8.1. Augmentation du montant des travaux.....	15
7.8.2. Diminution du montant des travaux	16
ARTICLE 8. DELAIS D'EXECUTION DES OPERATIONS	16
8.1. Délai d'exécution des travaux	16
8.1.1. Calendrier prévisionnel d'exécution.....	16
8.1.2. Calendrier détaillé d'exécution	16
8.2. Prolongation des délais d'exécution	16
8.3. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	16
ARTICLE 9. PROVENANCE, QUALITE, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	17
ARTICLE 10. CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX	17
10.1 - Essais et contrôles des ouvrages.....	17
10.2 – Réceptions	17
10.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage.....	17
10.4 - Documents fournis après exécution	17
10.5 - Garanties	17
10.5.1 - Garantie de bon fonctionnement	17
10.6 - Garanties particulières	18
10.6.1 - Garantie particulière d'étanchéité	18

10.6.2 - Garantie particulière pour matériaux de type nouveau	18
10.7. Assurances.....	19
ARTICLE 11.PENALITES.....	19
ARTICLE 12. DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULÉ	21
ARTICLE 13. RESILIATION DU MARCHE – REGLEMENT DES LITIGES	21
13.1. Résiliation du marché.....	21
13.1.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général.....	22
13.1.2 - Résiliation du marché pour faute du titulaire	22
13.1.3 - Résiliation du marché pour décès, incapacité civile ou incapacité physique du titulaire	22
13.1.4 - Résiliation en cas de groupement	22
13.2. Règlement des litiges	22
ARTICLE 14. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	22

ARTICLE 1. OBJET ET FORME DU MARCHÉ

1.1 PRESENTATION DU SITE ET DE L'OPERATION

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent le marché de travaux n° 23 227-00.

L'immeuble de la direction territoriale de Lyon de l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII) est situé au 2 rue Moncey à Lyon et se développe sur 3 niveaux et occupe une parcelle sur laquelle se situent des commerces au RDC et des logements d'habitations dans les étages hauts accessible depuis le RDC.

Le projet de la présente opération OFII LYON MONCEY est une opération de travaux d'aménagement de bureaux d'un site tertiaire d'environ 320m², en vue de l'aménagement du service médical de la Direction Territoriale de l'OFII à Lyon, ERP de 5eme catégorie de type W.

Afin de mieux comprendre les installations techniques existantes ainsi que le volume libre des plateaux, le site a fait l'objet d'une phase anticipée de travaux avec comme objectif le curage des locaux réalisée en fin d'année 2022. La dixième phase concerne la présente consultation.

Les travaux seront pris en charge par un maître d'ouvrage unique : l'OFII.

1.2. OBJET DE LA CONSULTATION ET ALLOTISSEMENT

Le présent marché de travaux a pour objet **les travaux d'aménagement du service médical de la direction territoriale de l'OFII à Lyon**

La consultation est allotie et comporte neuf lots :

- Lot 1 - Curage / Démolition / GO
- Lot 2 - Menuiseries extérieures / Serrurerie
- Lot 3 - Ascenseur
- Lot 4 - Plâtrerie / Doublage / Cloisonnement démontable
- Lot 5 - Sols souples / Peinture / Revêtement mural / Faux Plafond
- Lot 6 - Menuiserie intérieure
- Lot 7 - Acoustiques / Signalétique
- Lot 8 - CVC / Plomberie
- Lot 9 - Cfo / Cfa

Le présent CCAP est commun à l'ensemble des lots.

1.3. DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché débute à compter de la date de notification de l'ordre de service ou de la date indiquée par celui-ci et se terminera à l'issue de la garantie de parfait achèvement.

1.4. DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Pour chaque lot, l'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service ou de la date indiquée par celui-ci prescrivant le commencement des travaux.

A titre indicatif, la date prévisionnelle de début des travaux est estimée **début mai 2024**.

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des travaux est de **sept (7) mois** dans lequel devra s'inscrire l'exécution des prestations objet de chaque lot conformément au planning prévisionnel DCE joint au dossier.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions fixées par l'article 18.2 du CCAG-Travaux 2021.

1.5 FORME DU MARCHÉ

Compte tenu de son montant, la présente consultation est passée en procédure adaptée, conformément aux articles L. 2123-1, R. 2123-4 à R. 2123-6 et R.2123-12 du code de la commande publique.

Chaque marché est mono-attributaire à prix global et forfaitaire.

ARTICLE 2. MAITRISE ET CONTROLE DU MARCHÉ, COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

2.1. REPRESENTATION DU MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est : l'OFII - Office français de l'immigration et de l'intégration.

La personne signataire du marché est : Monsieur le directeur général de l'OFII ou son représentant.

Dès la notification du marché, le maître d'ouvrage désigne une personne physique habilitée à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le maître d'ouvrage.

2.2 CONDUITE D'OPERATION

Le maître de l'ouvrage peut être assisté par un conducteur d'opération ; le cas échéant, le conducteur d'opération est nommé par le représentant du pouvoir adjudicateur à la notification du marché.

2.3. MAITRISE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre est chargé d'assurer la conformité architecturale, technique et économique du projet, de diriger l'exécution des marchés de travaux, de proposer leur règlement au maître d'ouvrage et de l'assister lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement.

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

TERTIAM Architecte
3 rue Gramont
75002 PARIS

2.4. COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

Une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs est organisée, aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elles s'imposent, l'utilisation de moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

La mission de coordination, assurée pendant la phase conception des travaux, est confiée à :

Coordination SPS

Expert Team
48, allée de Gagny
93340 Le Raincy

2.5. CONTROLE TECHNIQUE

Les travaux à réaliser sont soumis au contrôle technique prévu par la loi du 4 janvier 1978 relative à l'assurance dans le domaine de la construction et l'ordonnance du 8 juin 2005 portant modification de diverses dispositions relative à l'obligation d'assurance dans le domaine de la construction.

Celle-ci comporte les phases suivantes, telles que prévues à l'article 4-2-2 de la norme NFP 03-100 :

- Examen des documents de conception se concrétisant par l'établissement du rapport initial de contrôle technique ;
- Examen des documents d'exécution et formulation des avis correspondants ;
- Examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle et formulation des avis correspondants ;
- Établissement du rapport final de contrôle technique avant la réception ;
- Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement ;

Les missions de contrôle, de vérification et de fonctionnement seront de type :

- mission L, portant sur la solidité des ouvrages (mission de base définie dans l'annexe A de la norme NFP 03-100);
- mission SEI, portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les ERP-IGH;
- mission HAND relative à l'accessibilité des personnes handicapées (mission définie dans l'annexe A du décret 99-443 du 28/05/99 ;
- mission LE portant sur la solidité des existants.
- mission ATTHAND2, délivrance de l'attestation finale d'accessibilité
- mission VIEL, vérification initiale des installations électriques

La mission de bureau de contrôle est confiée à :

ALPES CONTROLES

17, avenue Condorcet
69100 VILLEURBANNE

2.6. - COTRAITANCE

Les règles relatives à la cotraitance sont fixées par les articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, ainsi que par l'article 3.5 du CCAG-Travaux 2021.

2.7. - SOUS-TRAITANCE

Les règles relatives à la sous-traitance sont fixées par les articles L. 2193-1 à L. 2193-14 du code de la commande publique, les articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du même code, ainsi que par l'article 3.6 du CCAG-Travaux 2021.

ARTICLE 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux 2021, les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

- L'acte engagement (ATTRI1) et son annexe financière : cadre de décomposition de prix global forfaitaire ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le calendrier détaillé d'exécution des travaux établi conformément aux stipulations de l'article 28.2 du CCAG Travaux 2021 et comportant les dates de début et de fin des travaux ;
- Le cahier des clauses techniques communes (CCTC) et ses annexes ;
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) contenant la description des ouvrages et leurs spécifications techniques pour chacun des lots; Les documents techniques et graphiques (plans) annexés aux cahiers des clauses techniques particulières et leurs modifications ultérieures ;
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (JO du 1er avril 2021) ;
- Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux, en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois défini au 4.4.2. du présent cahier ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

ARTICLE 4. PRIX, REGLEMENT ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES

4.1 REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé au mandataire et à ses cotraitants, le cas échéant.

4.2. REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES DE CHANTIER

Les stipulations de l'article 9 du CCAG-Travaux 2021 sont applicables.

4.3. CONTENU DES PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES

4.3.1. MODALITES D'ETABLISSEMENT DES PRIX

Les prix du marché sont hors TVA et tiennent compte des sujétions techniques précisées dans le cahier des clauses techniques communes (CCTC) et les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) de chaque lot.

Les prix sont réputés comprendre, outre les dépenses afférentes à la coordination de l'exécution des prestations, la marge du titulaire, du mandataire ou du cotraitant, pour défaillance éventuelle des sous-traitants chargés de l'exécution de certaines des prestations ci-dessus.

Les prix assignés au mandataire ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées à l'article 9.1.2 du CCAG-Travaux 2021.

4.3.2. CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par un prix global forfaitaire, décomposés dans le cadre de décomposition du prix global forfaitaire établi pour chaque lot.

4.3.3. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Les projets de décompte sont présentés dans les conditions prévues à l'article 12 du CCAG-Travaux 2021. Le règlement des travaux se fait par des acomptes mensuels et un solde. Le mode de règlement est le virement.

La personne publique se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliaant ses paiements au crédit du compte indiqué par le titulaire dans l'acte d'engagement.

L'ordonnateur des dépenses est le directeur général de l'OFII.

Le comptable assignataire des dépenses, chargé des paiements, est désigné dans l'acte d'engagement.

La facture est dématérialisée. Elle est transmise par voie électronique via le portail de facturation des administrations publiques « **Chorus Pro** » (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

4.3.4. ÉTABLISSEMENT DES DECOMPTES

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 12.1 du CCAG-Travaux 2021 et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la raison sociale et l'adresse du créancier ;
- l'adresse complète du pouvoir adjudicateur ;
- le numéro de compte bancaire et le numéro RIB où doit être effectué le règlement qui doit être le même que celui indiqué dans l'acte d'engagement ;
- la date des prestations ;
- les références des prestations objet du mémoire et leur état d'avancement ;
- le numéro de l'ordre de service correspondant et les références du marché ;
- le montant de la prestation exécutée, hors T.V.A. et T.T.C. ;
- le taux et le montant de la taxe à la valeur ajoutée.

En cas de sous-traitance, la facture doit comporter :

- explicitement le montant dû au sous-traitant ;

- le visa du maître d'œuvre ;
- et être accompagnée de la demande de paiements dudit sous-traitant.

4.3.5 - APPROVISIONNEMENTS

En application de l'article 10.4 du CCAG-Travaux 2021, il est précisé que, dans le cas où les approvisionnements figurent dans un bordereau de prix ou une série de prix à laquelle ce dernier se réfère, ils peuvent également figurer dans les décomptes.

A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, le titulaire ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis les matériaux et éléments concernés en toute propriété.

Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que si leur destination ne fait aucun doute et qu'ils peuvent être facilement contrôlés.

4.4. VARIATION DANS LES PRIX

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-dessous :

4.4.1. TYPE DE VARIATION DES PRIX

Les prix sont fermes, actualisables suivant les modalités fixées au CCAG-Travaux 2021.

4.4.2. MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX DU MARCHE

La date d'établissement des prix correspond à la date limite de remise des offres finales. Cette date permet de définir le "mois zéro"(M0).

4.4.3. CHOIX DE L'INDEX DE REFERENCE

L'index de référence (BT01) choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des travaux.

4.4.4. MODALITES D'ACTUALISATION DES PRIX

L'actualisation est effectuée lorsque le mois du début d'exécution des travaux est postérieur de plus de trois (3) mois au mois d'établissement du prix. L'actualisation est alors effectuée par application aux prix d'un coefficient calculé par la formule :

$$P = P_o \times [B_t/B_{to}]$$

P est le prix actualisé HT ;

P_o correspond au prix initial HT ;

B_{to} est la valeur de l'index BT01 au mois de la date limite de remise des plis ;

B_t est la valeur de l'index BT01 à la date de révision ;

Le coefficient résultant du calcul de la formule d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

4.4.5. APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des factures.

4.5. DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

4.6. PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS

4.6.1. DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHÉ

L'acte spécial de sous-traitance précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue aux articles R. 2193-1 à R. 2193-4 du code de la commande publique.

Il indique, en outre, pour les sous-traitants bénéficiant du paiement direct :

- Les modalités de règlement des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

4.6.2. MODALITES DE PAIEMENT DIRECT

4.6.2.1. Cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant conjoint, acceptation du montant d'acompte ou du solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente aux prestations exécutées par ce cotraitant.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Lorsque chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations, les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant solidaire, acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des membres du groupement solidaire, compte tenu des modalités de paiement prévues dans le marché.

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le membre du groupement ou le mandataire :

- indique dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues, ou qui sont dues au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée, et que le représentant du maître d'ouvrage doit régler à ce sous-traitant ;
- joint la copie des factures de ce sous-traitant acceptées ou rectifiées par ses soins.

4.6.2.2. Sous-traitants

Les dispositions relatives au paiement des sous-traitants sont régies par les articles R. 2193-11 à R. 2193-15 du code de la commande publique.

Le sous-traitant adresse au titulaire, sa demande de paiement libellée au nom du maître d'ouvrage, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

La demande de paiement est adressée à l'acheteur ou au maître d'œuvre accompagnée du double de la facture libellée au nom du titulaire ainsi que de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que ce dernier a reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire.

Lorsque le sous-traitant utilise le portail public de facturation mentionné à l'article L. 2192-5 du code précité, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur ce portail.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception ou du récépissé mentionnés à l'article R. 2193-11 précité pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur ou au maître d'œuvre.

Lorsqu'il a obtenu la preuve ou le récépissé attestant sur le titulaire a bien reçu sa demande de paiement, le sous-traitant adresse sa demande de paiement au maître d'œuvre, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans un délai maximum de 30 jours.

Ce délai court à compter de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître d'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ci-dessus.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1. RETENUE DE GARANTIE

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-33, le montant de la retenue de garantie ne peut être supérieur à 5 % du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution. Toutefois, pour les marchés publics conclus avec une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article [R. 2151-13](#) du code susmentionné, ce taux est ramené à 3 %.

En application de l'article L.2191-7, les marchés peuvent prévoir, à la charge du titulaire, une retenue de garantie, une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire dans les conditions et sous réserve des exceptions prévues par décret en Conseil d'Etat.

La retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande ou, si l'acheteur ne s'y oppose pas, par une caution personnelle et solidaire conformément à l'article L. 2191-8 du code de la commande publique.

La retenue de garantie est remboursée, ou les personnes ayant accordé leur garantie à première demande sont libérées dans les conditions prévues à l'article R. 2191-42 du code de la commande publique et à l'article 44.1 du CCAG-Travaux 2021.

5.2. AVANCE

Une avance de 10 % du prix forfaitaire toutes taxes comprises fixé dans l'acte d'engagement est accordée au titulaire dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à R. 2191-12 du code de la commande publique, sauf s'il la refuse expressément dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article R.2191-6 du code précité, lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, le montant initial du marché est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

Elle est réglée sans formalités dans le délai de 30 jours suivant la notification du marché.

Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions prévues aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du code de la commande publique.

ARTICLE 6. IMPLANTATION DES OUVRAGES ET CONTRAINTES

Les dispositions du CCAG travaux 2021 sont applicables.

ARTICLE 7. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

7.1. PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX

Il est fixé une période de préparation. Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux 2021, sa durée est de **un (1) mois** à compter de la date de notification de l'ordre de service.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG Travaux, le titulaire doit dresser un programme d'exécution assorti du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, et le soumettre au visa du maître d'œuvre dans le délai de **sept (7) jours** à compter de la date de notification de l'ordre de service ou de la date indiquée par celui-ci.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes, par les soins des titulaires :

- établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrit par l'article 28.2 du C.C.A.G ;
- établissement et présentation des plans d'exécution, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G. et à l'article 7.2 du présent CCAP.

7.2. PLANS D'EXECUTION - NOTES DE CALCUL - ETUDES DE DETAIL

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques sont établis par le titulaire, soumis et transmis, avec les notes de calcul correspondantes, au visa du maître d'œuvre avant tout commencement d'exécution dans les conditions suivantes :

- dispositions de l'article 29.1.4 du CCAG-Travaux 2021 ;
- par dérogation à l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux 2021, ce dernier les renvoie au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard cinq (5) jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et notes de calcul sont visés par l'organisme en charge des contrôles

techniques en sa qualité de contrôleur technique tel que mentionné à l'article 2.5 du présent CCAP.

L'approbation et les observations du maître d'œuvre ne sauraient en rien diminuer la responsabilité pleine et entière du titulaire, ni engager en quoi que ce soit la responsabilité du maître d'œuvre pour ce qui concerne l'étude et la réalisation des ouvrages, et notamment leur résistance, leur stabilité et leur étanchéité, telles qu'elles auront été calculées et définies par le titulaire du marché sous sa seule responsabilité.

Le titulaire ne pourra se prévaloir du contrôle ou de la vérification de ces plans par le maître d'œuvre pour dégager sa responsabilité en cas d'erreur de sa part, d'omission ou d'exécution non-conforme aux règles de l'art.

7.3. INSTALLATION, ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS

Les stipulations relatives à l'installation, l'organisation, la sécurité et l'hygiène des chantiers sont définies à l'article 3.6 du cahier des clauses techniques communes (CCTC).

7.4. GARDE DU CHANTIER EN CAS DE DEFAILLANCE DU TITULAIRE

La responsabilité de la garde du chantier et des risques qui en découlent est à la charge du titulaire.

7.5. CONDITIONS SOCIALES OU ENVIRONNEMENTALES

Le maître d'ouvrage, conformément à l'article 1.7 du cahier des clauses techniques communes applicable à l'ensemble du marché, n'a pas choisi d'inscrire les travaux de ce chantier dans le cadre de l'obtention de certification environnementale ni de label énergétique et ne bénéficie pas d'un schéma d'organisation et de gestion de déchets – **SOGED** – formalisé.

Toutefois, les entreprises soumissionnaires prendront en compte toutes les réglementations environnementales en vigueur, s'assurer du bon tri des déchets générés par leur chantier (conformément à la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 et la loi n° 92.646 du 13 juillet 1992 et aux dispositions stipulées dans l'article 3.6 du CCTC).

Les titulaires remettront périodiquement au maître d'ouvrage, une copie des bordereaux de suivi avec un rapport faisant état des déchets valorisés.

Enfin dans le cadre de la situation sanitaire liée au covid, toutes les mesures d'hygiène et gestes barrières sont mis en place suivant les préconisations du guide de préconisations édité par l'**OPPBTP**.

7.6. CONFIDENTIALITE ET SECURITE

Le titulaire et le maître d'ouvrage se conforment aux obligations de confidentialité et de sécurité indiquées à l'article 5 du C.C.A.G Travaux 2021. Le titulaire est tenu en outre au respect des obligations énoncées ci-dessous :

- **Mesures de sécurité**

Dans les prestations de travaux, devront être prévues et incorporées toutes les dépenses associées aux mesures de sécurité nécessaires, telles que : qualification du personnel, protections collectives et individuelles, bâches de protection, matériel de premier secours contre l'incendie, dispositions pour éviter les situations de travailleur isolé, surveillance des opérations

dangereuses, mise en ordre et nettoyage quotidien du chantier, élimination des déchets (y compris déchets et résidus chimiques en respectant les exigences légales en vigueur), etc.

Pendant tout le déroulement des travaux, l'ordre, le rangement et la propreté (qui sont des facteurs de prévention importants) seront de rigueur sur le chantier, ses abords et les couloirs avoisinants.

Il est de la responsabilité du titulaire d'organiser ses approvisionnements et éventuellement le stockage de ses matériaux de façon à respecter ces obligations.

- **Secret professionnel**

Le personnel du titulaire réalisant les travaux est tenu au secret professionnel sur tout ce qu'il peut être amené à connaître sur la vie de l'établissement. Tout manquement, même minime, aux règles du secret sont susceptibles d'entraîner la résiliation du marché, ainsi que des poursuites judiciaires du titulaire et de ses agents fautifs.

7.7. PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du C.C.A.G Travaux 2021, le titulaire respecte les lois et les règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main- d'œuvre est employée.

Les modalités d'application de cette réglementation sont les suivantes :

Le titulaire est tenu de respecter les dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) ratifiées par la France :

- La convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C 87, 1948) ;
- La convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C 98, 1949) ;
- La convention sur le travail forcé (C 29, 1930) ;
- La convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- La convention sur l'égalité de rémunération (C 100, 1951) ;
- La convention concernant la discrimination (emploi et profession, C 111, 1958) ;
- La convention sur l'âge minimum (C 138, 1973) ;
- La convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182, 1999).

7.8 - VARIATION DU MONTANT DES TRAVAUX

7.8.1. AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG-Travaux 2021, lorsque le montant des ouvrages exécutés atteint le montant contractuel des travaux, tel que défini à l'article 14.1 du C.C.A.G précité. Le titulaire doit les arrêter s'il n'a pas reçu un ordre de service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par le représentant du maître d'ouvrage.

Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les ouvrages pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu à la même procédure et entraîner les mêmes conséquences que celles qui sont définies ci-après pour le dépassement du montant contractuel des travaux.

Le titulaire est tenu d'aviser le maître d'œuvre **1 (un) mois** au moins à l'avance de la date probable à laquelle le montant des ouvrages atteindra le montant contractuel des travaux. L'ordre de poursuivre les ouvrages au-delà du montant contractuel des travaux, s'il est donné, doit être notifié dix (10) jours au moins avant cette date.

A défaut d'ordre de poursuivre, les ouvrages qui sont exécutés au-delà du montant contractuel ne sont pas payés et les mesures conservatoires à prendre, décidées par le maître d'œuvre, sont à la charge du maître d'ouvrage sauf si le titulaire n'a pas adressé l'avis prévu ci-dessus.

7.8.2. DIMINUTION DU MONTANT DES TRAVAUX

Les modalités de l'article 15 du CCAG Travaux 2021 s'appliquent en cas de diminution maximale de 5% du montant contractuel fixé pour le marché.

ARTICLE 8. DELAIS D'EXECUTION DES OPERATIONS

8.1. DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

8.1.1. CALENDRIER PREVISIONNEL D'EXECUTION

La durée d'exécution du marché est fixée suivant le planning des travaux joint au DCE. **L'exécution des travaux débutera sur ordre de service délivré par le maître d'œuvre.**

A l'issus des opérations de vérification, et conformément aux stipulations du marché, le pouvoir adjudicateur prononcera la réception des travaux. A cet effet un document sera rédigé (**EXE 5 réception des travaux**).

8.1.2. CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION

Le calendrier détaillé d'exécution, distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Le calendrier détaillé d'exécution est établi par le maître d'œuvre après consultation du ou des titulaire(s). Il indique, en outre :

- la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.

Après acceptation par les titulaires, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le maître d'œuvre à l'approbation de la personne responsable des marchés **dix (10) jours** au moins avant l'expiration de la période de préparation visée au 7.1 du présent CCAP.

Le délai d'exécution commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution fixé à l'article B5 de l'acte d'engagement.

Le calendrier initial mentionné ci-dessus, éventuellement modifié, est notifié par ordre de service à tous les entrepreneurs.

8.2. PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION

Les stipulations prévues à l'article 18.2 du CCAG Travaux 2021 s'appliquent.

8.3. REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

La remise en état des lieux se fait selon les conditions exprimées aux articles 5.8 et 6 du cahier des clauses techniques communes.

ARTICLE 9. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

ARTICLE 10. CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

10.1 - ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES

Les stipulations des articles 7.6.1 à 7.6.5 du CCTC s'appliquent.

10.2 – RECEPTIONS

Les opérations préalables à la décision de réception des travaux et les réceptions partielles sont prononcées dans les conditions prévues aux articles 41 et 42 du C.C.A.G-Travaux 2021.

La réception des ouvrages désignée dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de chaque lot ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des essais définis à l'article 5.7 du CCTC.

10.3 - MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGE

Sans objet.

10.4 - DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Les modalités de présentation des documents à fournir après exécution sont conformes aux dispositions du CCAG-Travaux 2021.

10.5 - GARANTIES

Le délai de garantie est, sauf prolongation décidée comme il est précisé à l'article 44.2 du CCAG-Travaux 2021, fixé à douze (12) mois.

Pendant le délai de garantie, le titulaire est tenu à l'obligation de parfait achèvement prévue à l'article 44.1 du CCAG précité.

10.5.1 - GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT

10.5.1.1 - Délai de garantie

Le titulaire garantit le bon fonctionnement des installations et équipements mis en place au titre du présent marché pendant une période de **deux (2) ans** à compter de la date de réception

ou à compter de la date de levée des réserves pour les prestations ayant fait l'objet de réserves lors de la réception.

10.5.1.2 - Intervention pendant la période de garantie

Pendant la période de garantie, le titulaire sera réputé responsable de toutes les anomalies ou pannes constatées, sauf s'il apporte la preuve que ces anomalies ou pannes ont une cause étrangère aux travaux, objet du présent marché.

10.5.1.3 - Étendue de la garantie

Dans le cadre de la présente garantie contractuelle, le titulaire prendra à sa charge tous les frais inhérents aux modifications, réparations ou remplacements qui se révéleraient nécessaires de manière à maintenir les installations en parfait état de marche ou à atteindre le niveau de performance prévu par le présent marché.

Si le titulaire n'intervient pas dans le délai de **cinq (5) jours** ou ne réalise pas les travaux nécessaires, le maître de l'ouvrage pourra, **quarante-huit (48) heures** après mise en demeure restée infructueuse, faire procéder à la remise en état du système par un tiers aux frais et risques du titulaire, l'intervention de ce tiers ne suspendant pas la garantie du titulaire.

10.6 - GARANTIES PARTICULIERES

10.6.1 - GARANTIE PARTICULIERE D'ETANCHEITE

Le titulaire du marché garantit le maître de l'ouvrage contre tout défaut d'étanchéité des ouvrages, équipements, tuyaux, pièces accessoires ou revêtement appliqués sur les différentes parties des installations, ainsi que contre toute mauvaise tenue de ces revêtements (mauvaise adhérence, cloquage, percement,...) pendant un délai de dix (10) ans à partir de la date de réception des travaux ou à compter de la date de levée des réserves pour les prestations ayant fait l'objet de réserves lors de la réception.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts d'étanchéité qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou d'une mauvaise exécution des travaux. Le titulaire supportera également toutes les conséquences financières résultant des dommages provoqués par les défauts d'étanchéité des pièces accessoires.

10.6.2 - GARANTIE PARTICULIERE POUR MATERIAUX DE TYPE NOUVEAU

Si le titulaire du marché utilise des matériaux et fournitures de type nouveau, il garantit le maître de l'ouvrage contre la mauvaise tenue de ces matériaux et fournitures mis en œuvre sur sa proposition pendant un délai de dix (10) ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue des matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais sur simple demande du maître de l'ouvrage.

10.7. ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article 8.1 du CCAG Travaux 2021, le titulaire et, le cas échéant, les cotraitants, doivent justifier, au moyen d'attestations portant mention de l'étendue des garanties qu'ils sont titulaires, notamment :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 1792-4-1 du Code Civil.

Excepté si elles ont déjà été produites à l'appui des offres, les attestations d'assurance doivent être adressées par les intéressés au maître d'œuvre dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et, au plus tard, avant tout commencement d'exécution. A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de bloquer le paiement des travaux jusqu'à ce que le titulaire délivre cette pièce et sans ouverture du droit à versement d'intérêts moratoires.

Les assurances du maître d'ouvrage sont quant à elles listées à l'article 8.2 du CCAG précité.

ARTICLE 11.PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long du marché, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général du marché.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1000 euros pour l'ensemble du lot. Le montant des pénalités de retard est plafonné à 10% du prix global et forfaitaire (*montant HT*) de chaque lot.

Par dérogation aux articles 5.2 et 19.2 du CCAG-Travaux 2021, le titulaire encourt des pénalités de retard dans les cas suivants :

- Si le titulaire n'est pas en mesure d'exécuter les prestations conformément aux dispositions de l'article 8 du présent CCAP ;
- Si le titulaire ne respecte pas les obligations et stipulations inscrites au présent CCAP, détaillées dans le tableau ci-dessous.

Le montant des pénalités est fixé comme suit selon les lots :

Type de retard	Pénalités applicables aux lots suivants			
	Lot 1 et lot 5 Lot 8 et lot 9	Lot 2A et lot 4 Lot 6 et lot 7	Lot 2B et lot 3	Lot 7B
En cas de retard dans l'exécution des travaux par rapport au délai mentionné dans le calendrier détaillé d'exécution (article 8.1.1 du présent CCAP)	500 € / jour	400€ / jour	200€ / jour	100€ / jour

Type de retard	Pénalités applicables aux lots suivants			
	Lot 1 et lot 5 Lot 8 et lot 9	Lot 2 et lot 4 Lot 6	Lot 3	Lot 7
En cas de non-respect de la <u>date limite</u> d'achèvement ou du délai d'exécution des travaux	500€ /jour	400€ /jour	200 € / jour	100 € / jour
En cas de non-respect des obligations engendrées par la réglementation SPS	500€ / par constat d'anomalie	400€ / par constat d'anomalie	200 € / par constat d'anomalie	100 € / par constat d'anomalie
En cas de retard de transmission des plans d'exécution	500€ / jour	400€ / jour	200€ / jour	50 € / jour
En cas d'absence aux réunions de chantier non justifiée validée par la MOA et le maitre d'œuvre (pénalité forfaitaire pour toute absence constatée à chaque réunion)	150€/ par réunion	100€/ par réunion	75€/ par réunion	50€/ par réunion
En cas de défaut de nettoyage quotidien du chantier	1000€	800€	600€	200€

ARTICLE 12. DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULÉ

Des pénalités peuvent être infligées au titulaire, d'un montant égal à 10% du montant du présent marché, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail.

Le montant des pénalités sera toutefois plafonné par celui des amendes Ces pénalités peuvent s'appliquer quel que soit leur montant, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable et sont cumulables avec celles encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

ARTICLE 13. RESILIATION DU MARCHE – REGLEMENT DES LITIGES

13.1. RESILIATION DU MARCHE

Les clauses des articles 50 à 52 du CCAG-Travaux 2021 sont applicables, avec les précisions suivantes :

13.1.1 - RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 50.4 du C.C.A.G travaux 2021 est fixé à 5 %.

13.1.2 - RESILIATION DU MARCHE POUR FAUTE DU TITULAIRE

Si le marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 50.3 et 52.4 du C.C.A.G. travaux 2021, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le maître d'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %.

Le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Sauf dans les cas prévus aux g, i, k et l du 50.3.1 du C.C.A.G. Travaux 2021, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

13.1.3 - RESILIATION DU MARCHE POUR DECES, INCAPACITE CIVILE OU INCAPACITE PHYSIQUE DU TITULAIRE

Dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile ou physique du titulaire (art. 50.1.1. et 50.1.3. du C.C.A.G. travaux 2021), les prestations sont réglées sans abattement.

13.1.4 - RESILIATION EN CAS DE GROUPEMENT

En cas de groupement, dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues aux articles 50.1.1 à 50.1.3 du C.C.A.G. travaux 2021, les dispositions de ces articles sont applicables.

13.2. REGLEMENT DES LITIGES

Il est fait application des dispositions de l'article 55 du C.C.A.G. Travaux 2021.

Le présent marché est régi par le droit français et le tribunal compétent pour connaître de tout litige entre les parties relativement à la validité, l'interprétation et l'exécution du présent contrat est le tribunal administratif de Paris, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie même pour les procédures de référé ou sur requête.

ARTICLE 14. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations du présent CCAP au CCAG Travaux 2021 sont énumérées ci-dessous :

Article CCAP	Libellé des articles	Nature de la derogation	Article CCAG-Travaux 2021
3	Documents contractuels	Ordre de priorité des pièces constitutives du marché	4.1

7.1	Période de préparation – Programme d'exécution des travaux	Modification de la durée de préparation	28.1
7.1	Période de préparation – Programme d'exécution des travaux	Délai de transmission sous 7 jours	28.2
7.2	Plans d'exécution – Notes de calcul – Etudes de détail	Délai de transmission sous 5 jours	29.1.5
7.8	Augmentation montant des travaux	Décision de poursuivre obligatoire	14.4.3
11	Pénalités de retard exécution des travaux	Montant de la pénalité	5.2 et 19.2
11	Pénalités de retard pour non- respect des obligations engendrées par la réglementation SPS	Absence de mise en demeure	19.2 et 52.1